

ASSEMBLEE COMMUNALE DU 15 DECEMBRE 2016

L'assemblée communale de ce jour se déroule à l'Epicentre en présence de 52 citoyennes et citoyens sous la présidence de M. Stéphane Brosy. Elle a été publiée dans le Journal officiel No. 41 du 23 novembre 2016 et par tous-ménages.

Le président ouvre l'assemblée à 20 heures et donne lecture de l'ordre du jour :

1. Procès-verbal de la dernière assemblée
2. Décider et voter un crédit global de Fr. 1'590'000.- pour la traversée du village et donner compétence au Conseil communal pour se procurer les fonds.
Sont compris dans ce crédit : Fr. 1'215'000.- pour l'assainissement du réseau d'eau potable et lutte incendie et Fr. 375'000.- pour l'assainissement global de l'éclairage public.
3. Décider et voter un crédit de Fr. 250'000.- pour le traitement des eaux déversées dans le cadre du PGEE et des travaux de la traversée du village et donner compétence au Conseil communal pour se procurer les fonds.
4. Prendre connaissance du projet de déchèterie régionale. Approuver le crédit de 4 millions de francs destiné à sa réalisation et autoriser le comité du SEOD à réaliser le projet définitif, à couvrir par voie d'emprunt, sous déduction des fonds propres du SEOD et des subventions à recevoir, et donner compétence au comité pour contracter un emprunt et le consolider.
5. Sous réserve de l'acceptation du point 4, discuter et décider de l'adhésion de la commune au projet de déchèterie régionale.
6. Discuter et adopter la quotité d'impôt, les diverses taxes communales, et voter le budget 2017
7. Discuter et voter un transfert de terrain entre la Commune, propriétaire de la parcelle 191 du ban de Pleigne, et le propriétaire de la parcelle 192 du ban de Pleigne, M. Joss. Ainsi qu'un droit de passage pour ce dernier sur la parcelle 191 afin de garantir un accès à leur parcelle. Ceci dans le but de l'installation d'une station transformatrice de BKW.
8. Divers

1. Procès-verbal de la dernière assemblée

La secrétaire donne lecture du procès-verbal de l'assemblée communale extraordinaire du 25 août 2016 qui est accepté tel que rédigé.

2. Décider et voter un crédit global de Fr. 1'590'000.- pour la traversée du village et donner compétence au Conseil communal pour se procurer les fonds.

Sont compris dans ce crédit : Fr. 1'215'000.- pour l'assainissement du réseau d'eau potable et lutte incendie et Fr. 375'000.- pour l'assainissement global de l'éclairage public.

Le président ouvre le débat d'entrée en matière. Hansueli Pfister rapporte sur ce point.

Les BKW vont changer le système d'éclairage public sur toute la traversée du village et comme nos conduites d'eau sont très anciennes, le Conseil communal a jugé opportun de profiter de ces travaux pour les changer. Les réparations sont devenues monnaie courante tout le long de ce tronçon ces dernières années et les frais conséquents. Sont concernées la route de la Courtine, la route des Geais, la Vie-de-Ferrette et la Vie-de-Delémont. Le Conseil communal vous recommande d'entrer en matière et voter le crédit demandé.

L'entrée en matière est acceptée.

François Joray présente le résultat des études confiées à son bureau. Il est prévu 1700 m de tuyau, 12 bornes hydrants, 10 vannes de secteur de branchement, ainsi que les vannes et raccords sur le domaine public pour les raccords privés, le rétablissement de la mise à terre et les essais d'étanchéité des conduites existantes.

Le montant des travaux est estimé à Fr. 1'215'000.00 et des subventions pour env. Fr. 45'000.00 sont attendues de l'ECA. Pour sa part, l'Economie rurale n'a pas encore pu donner de préavis vu les finances cantonales.

Les travaux BKW seront réalisés en parallèle sur les mêmes tronçons et avec la rue de la Fenatte en plus. Leur projet prévoit la pose de 5300 m de tuyaux avec protection du câble, construction des socles et pose des candélabres, raccords et câblages en série. Le montant à charge de la commune est estimé à Fr. 375'000.00. Le crédit global pour ces travaux s'élève à Fr. 1'590'000.00.

Le président ouvre la discussion

Bernard Guenat demande si l'incidence de cet investissement est prise en compte dans le prix de l'eau. Le maire lui répond que ces travaux sont comptabilisés et sont déjà prévus dans le prix de l'eau.

Gervais Marchand demande si l'étude réalisée à l'époque pour la traversée du village est englobée dans le présent projet. François Joray lui répond que ces travaux sont directement liés à ce projet. Gervais Marchand propose que l'étude dite « Traversée du village » établie par le bureau Jobin et les travaux qui y sont liés soient intégrés au projet du réseau d'eau, de l'éclairage public et du traitement des eaux dont il est question aux points 2 et 3 de l'ordre du jour.

Le maire lui répond que lors de la votation du crédit d'étude il avait été précisé que la situation financière de la commune ne permettait pas de faire la dépense totale, mais par étapes et on parle ici de travaux nécessaires et c'est une première étape.

A Pierre-André Grossenbacher, François Joray répond que Swisscom fait le strict minimum, seules 2 interventions sont prévues sur la route de la Courtine, notre projet ne les intéresse pas.

A Bernard Guenat, il répond que les vannes de raccordement privés sont intégrées dans le crédit et aux frais de la commune

Daniel Dubach a du mal à comprendre qu'on ouvre la route, et qu'on n'en profite pas pour refaire le revêtement total. Hansueli Pfister lui répond qu'un revêtement complet avec tous les aménagements n'est pas réalisable vu les finances communales et comme une grande partie de la route est cantonale, il n'est pas évident d'obtenir des subventions.

Gérald Fueg demande où en est consultation pour le chauffage à distance, le cas échéant est-il prévu quelque chose pour cela ? Le maire lui répond que les seules personnes intéressées se situent autour de Dos-le-Môtie.

François Joray précise que les BKW avaient l'intention de débiter les travaux déjà en octobre de cette année, le Conseil communal a pu les repousser pour l'année prochaine afin d'en profiter pour réfectionner la conduite d'eau principale. De toute manière ils vont faire leurs travaux très rapidement et ne vont plus attendre.

Le président ouvre la discussion

Gervais demande si la population aura la possibilité de choisir le modèle de luminaires. François Joray lui répond que le Conseil communal aura son mot à dire à ce sujet.

Patrick Guenat demande ce qui est compris dans les Fr. 133'000.00 de génie civil. François Joray lui répond que c'est la participation au pro rata des tuyaux posés.

Le président clôt la discussion.

L'assemblée approuve la proposition de Gervais Marchand de s'inspirer de l'étude qui a été faite à l'époque dans la réalisation des travaux.

Le président passe au vote.

A la majorité évidente, sans avis contraire et 1 abstention, l'assemblée accepte, avec la proposition de Gervais Marchand, le crédit de Fr. 1'590'000.00, soit Fr. 1'215'000.00 pour l'assainissement du réseau d'eau potable et lutte incendie et Fr. 375'000.- pour l'assainissement global de l'éclairage public.

3. Décider et voter un crédit de Fr. 250'000.- pour le traitement des eaux déversées dans le cadre du PGEE et des travaux de la traversée du village et donner compétence au Conseil communal pour se procurer les fonds.

Le président ouvre le débat d'entrée en matière.

Hansueli Pfister rapporte sur ce point. Il s'agit de traiter et d'évacuer les eaux superficielles de la route. Selon le PGEE, il est obligatoire de les séparer des eaux usées et de les infiltrer. La solution trouvée est d'amener ces eaux en direction de l'ancienne station d'épuration et de faire un bassin d'infiltration à cet emplacement.

L'entrée en matière étant acceptée le président passe la parole à François Joray.

Dans le PGEE il était prévu d'ouvrir toute la route pour poser un 2^{ème} collecteur pour les eaux de surfaces, travaux estimés à plus d'un million de francs. Les bassins d'infiltration posaient pas mal de problème du point de vue emplacement et coût.

La solution la plus économique est d'utiliser la conduite qui n'est plus utilisée pour reprendre les eaux déversées au BEP et les amener dans un bassin de filtration sur l'emplacement de l'ancienne STEP. Les eaux seront traitées selon le même principe qu'une STEP naturelle.

Le service de l'environnement a accepté la proposition et avec ce système on économise Fr. 750'000.00.

Le montant des travaux est estimé à Fr. 250'000.00. Comme les Ponts et Chaussées sont concernés par la route, 53% seront à la charge du Canton et 47 % à la commune.

Le président ouvre la discussion.

François Joray répond à Gérald Fueg qu'actuellement toutes les eaux usées vont dans le même tuyau, le PGEE nous oblige de faire la séparation dans 2 tuyaux séparés.

La parole n'étant plus demandée, le président passe au vote.

L'assemblée accepte à la majorité, sans abstention et sans avis contraire, le crédit de Fr. 250'000.00 pour le traitement des eaux déversées dans le cadre du PGEE et des travaux de la traversée du village et donne compétence au Conseil communal pour se procurer les fonds.

4. Prendre connaissance du projet de déchèterie régionale. Approuver le crédit de 4 millions de francs destiné à sa réalisation et autoriser le comité du SEOD à réaliser le projet définitif, à couvrir par voie d'emprunt, sous déduction des fonds propres du SEOD et des subventions à recevoir, et donner compétence au comité pour contracter un emprunt et le consolider.

Le président salue les Membres du SEOD, Mme Françoise Collarin, MM. Claude Gorrara et Philippe Zahno, venus présenter le projet.

Le président ouvre le débat d'entrée en matière.

Florian Chételat rapporte sur cet objet. Comme pour toutes les communes membres du SEOD, nous sommes appelés à voter la réalisation de la déchèterie régionale qui sera présentée en détail par les membres du SEOD ici présents. Le Conseil communal recommande de voter le crédit de 4 millions intégralement pris en charge par le SEOD et de refuser d'y adhérer au point 5 de l'ordre du jour.

Le président ouvre la discussion.

Marcel Odiet propose de ne pas entrer en matière. Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 32 voix contre 13.

Mme Collarin présente l'avant-projet que le SEOD a démarré en 2006. L'assemblée des délégués du SEOD l'a accepté et voté le crédit. Selon le règlement du SEOD, toutes les communes-membres doivent se prononcer. Le financement est assuré par voie d'emprunt sous déduction des fonds propres du SEOD et des subventions à recevoir du Canton.

M. Zahno présente le projet en détail. La déchèterie se situera à l'entrée de Courtételle, direction Courtemelon, et proposera un service professionnel avec des ouvertures six jours sur sept.

Le président ouvre la discussion

Philippe Keller fait remarquer qu'actuellement à Pleigne pour tous les déchets récoltés à Mister Tri, le prix revient à Fr. 10.00 /habitant.

Mme Collarin répond que c'est le devoir du SEOD de récolter les déchets à prix raisonnables. La solidarité est une valeur pour le SEOD, le prix du transport sera le même où que vous habitez. Pour les communes, il s'agit de regrouper les prestations pour pouvoir garantir des prix raisonnables.

Marcel Odiet relève qu'on parle de centralisation et d'argent, mais ne voit pas où est l'avantage du point de vue écologique. M. Zahno lui répond que bilan écologique complet est de moins de 4 mille to de CO2.

A Pierre-André Grossenbacher il est précisé que le déficit des sacs taxés est compensé par la décharge de Boécourt.

Blaise Guenat demande quelle sera la suite si l'assemblée refuse le crédit. Mme Collarin lui répond que le SEOD a besoin d'une majorité des communes et des habitants pour réaliser ce projet.

A Marcel Odiet, Mme Collarin répond que depuis 2013 le projet a été présenté dans 15 communes et qu'aucune n'a fait d'objection.

Le maire précise que le fait de voter le crédit ne nous oblige pas d'y adhérer, il demande à l'assemblée de voter le crédit qui ne nous engage à rien.

M. Gorrara rappelle que les 7 mios de réserve proviennent des taxes des déchets mis en dépôt à Boécourt.

Daniel Dubach demande ce qui est ristourné aux communes. M. Gorarra lui répond que Fr. 350'000.00 ont été redistribués aux communes.

Le président clôt la discussion et passe au vote.

L'assemblée accepte par 31 voix contre 15 et 2 abstentions, le crédit de 4 millions de francs destiné à la réalisation d'une déchèterie régionale et autorise le comité du SEOD à réaliser le projet définitif, à couvrir par voie d'emprunt, sous déduction des fonds propres du SEOD et des subventions à recevoir, et donne compétence au comité pour contracter un emprunt et le consolider.

simplex

5. Sous réserve de l'acceptation du point 4, discuter et décider de l'adhésion de la commune au projet de déchèterie régionale.

Le président ouvre le débat d'entrée en matière.

Florian rapporte sur ce point. L'assemblée ayant approuvé le crédit pour la réalisation de la déchèterie régionale, nous devons décider d'y adhérer ou non.

Comme le SEOD propose un prix de Fr. 27.00/hab et comme notre déchèterie ne nous coûte actuellement que Fr. 10.00/hab, le Conseil communal propose à l'assemblée de refuser notre adhésion.

L'entrée en matière est acceptée.

Pierre-André Grossenbacher fait remarquer que toutes les communes du Haut-Plateau ne font pas partie du SEOD, comme par exemple Ederswiler qui est à Kelsag.

La parole n'étant plus demandée, le président clôt la discussion et passe au vote.

A la majorité évidente, l'assemblée refuse d'adhérer au projet de déchèterie régionale.

6. Discuter et adopter la quotité d'impôt, les diverses taxes communales, et voter le budget 2017

Le président ouvre le débat d'entrée en matière.

Le maire rapporte sur ce point. A la demande du Service des communes, le Conseil communal a fait le maximum pour tenter d'équilibrer ce budget. Nous n'y sommes pas arrivés. En effet, les charges liées à l'Etat étant toujours plus importantes, la faible marge de manœuvre que nous avons dans nos compétences ne nous permet pas d'inverser la tendance et présenter un budget équilibré.

Une fois de plus, il faut savoir que nous ressources ne sont pas inépuisables et que les charges de notre commune demeurent toujours relativement importantes.

Nous pouvons vous présenter ce soir le budget 2017 sans modification de la quotité d'impôt, soit :

- * quotité 2,1
- * taxe immobilière 1,2 o/oo,
- * avances cadastrales 0,1 o/oo
- * fonds d'entretien des chemins 0,1 o/oo de la VO pour l'ensemble des propriétaires + Fr. 5.00/ha compris dans le périmètre intégral du RP
- * taxe des chiens Fr. 35.00 par animal
- * taxe des déchets : Fr. 90.00 par ménage
Fr. 150.00 par résidence secondaire
Fr. 110.00 par entreprise,
Fr. 260.00 par restaurant
Fr. 20.00 cantines FC et tir

simplex

Eau potable et eau usée :

La nouvelle loi cantonale sur la gestion des eaux (LGEaux) est entrée en vigueur le 1^{er} février 2016. Elle définit une structure des taxes assurant le financement des installations de captage, de traitement et de distribution de l'eau potable, ainsi que les installations d'évacuation et le traitement des eaux usées, basée sur le principe de causalité et celui du maintien de la valeur des installations.

Les coûts de l'approvisionnement et de l'assainissement, maintenant que la plupart des installations sont construites, ne diminueront pas. Au contraire, ils vont augmenter du fait de la nécessité de maintenir la valeur économique de remplacement des installations, de l'accroissement des charges et des exigences dans le domaine de la protection des eaux et de la suppression/diminution des subventions tant fédérales que cantonales, comme de la diminution des revenus provenant des taxes de raccordement.

Ces coûts doivent être couverts selon le principe de causalité et non par les caisses publiques. Les impôts communaux ne doivent pas servir à financer l'approvisionnement et l'assainissement et à l'inverse, les

revenus des taxes d'approvisionnement et d'assainissement ne doivent pas alimenter les caisses communales.

Le niveau actuel des taxes ne permet pas de financer à moyen terme le maintien de la valeur économique des installations, les charges induites par les investissements, ainsi que les charges d'exploitation et d'entretien.

Une hausse est inévitable à court terme dans la plupart des communes du fait du niveau faible des taxes actuelles.

Les installations existantes prennent toutefois de l'âge et doivent être remplacées ou renouvelées régulièrement. Les pertes en eau dans les réseaux de distribution communaux sont parfois largement supérieures à la moyenne nationale en raison du retard important constaté dans la rénovation de ces réseaux.

Seul le renouvellement régulier des installations est à même de garantir que les millions déjà investis permettront effectivement de maintenir la qualité actuelle de l'eau distribuée à la population et que les futures générations n'aient pas à payer pour un renouvellement non pris en compte à ce jour.

L'objectif en la matière de la LGEaux est d'assurer un autofinancement durable et autonome de l'approvisionnement, par la mise en place d'une structure et de niveaux de taxes adéquats.

simplex

La mise en application d'une structure de taxes durable permettant d'assurer un autofinancement à long terme de l'approvisionnement passe par une révision des règlements communaux dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur de la LGEaux.

Ainsi le budget est calculé sur les taxes ci-après :

* prix de l'eau :	Taxe de l'eau	Fr. 160.00
	Taxe du compteur	Fr. 50.00
	Taxe minimale par ménage	Fr. 250.00
	Taxe min. par résidence secondaire	Fr. 400.00
	Prix du m3	Fr. 2.30
	Les premiers 1000 m3	Fr. 2.30
	les suivants	Fr. 1.50
	Prix du m3 d'épuration	Fr. 2.20
	Taxe d'épuration	Fr. 160.00

D'après notre analyse, et malgré l'augmentation de l'endettement de la commune, nous sommes confiants face aux vastes chantiers qui nous attendent, réfection du réseau d'eau, traversée du village, viabilisation du nouveau lotissement, entre autres).

Au niveau des différents chapitres du budget, nous relevons une augmentation des charges de près de Fr. 20'000.00 au niveau de l'aide sociale, ainsi qu'au niveau de l'instruction publique. Ainsi le déficit budgétaire prévu se monte à Fr. 68'748.00.

Nous considérons ce résultat comme satisfaisant vu la situation financière actuelle de notre commune. Le conseil communal, unanime, vous propose d'entrer en matière et ensuite d'adopter le budget avec la quotité et les taxes proposées.

L'entrée en matière est acceptée, la caissière donne lecture du budget municipal qui se présente comme suit :

- aux dépenses y.c. services communaux	Fr. 1'480'580.00
- aux recettes y.c. services communaux	Fr. 1'411'832.00
- soit un excédent de dépenses de :	Fr. 68'748.00

Le président ouvre la discussion.

^{Guenat}
Patrick n'est pas satisfait de la proposition du CC au niveau du prix de l'eau pour les grands consommateurs.

Le maire répond que c'est au niveau de l'OFAG que ce prix a été fixé, car la conduite principale du village transporte l'eau aux agriculteurs et on peut espérer obtenir une subvention de leur part.

Il est évident que l'augmentation du prix de l'eau sera linéaire pour les prochaines années, mais le Conseil communal tient à maintenir l'OFAG dans les négociations pour l'obtention de subventions, car il n'y a pas que ce projet là mais également l'interconnexion avec Bourrignon, ce n'est pas le moment de supprimer cet avantage.

^{Guenat}
Blaise relève qu'une personne âgée seule paiera Fr. 500.00 de taxes et n'est pas d'accord avec la proposition du CC.

Patrick Guenat propose que le rabais accordé aux agriculteurs soit supprimé.

Le président passe au vote la proposition de Patrick Guenat. Le bulletin secret est demandé.

50 bulletins sont distribués, 50 bulletins sont rentrés.

Résultat du vote : - nombre de oui 27

- nombre de non 22

- blanc 1

Le budget est renvoyé au conseil communal.

Budget bourgeois

Le maire rapporte sur ce point.

Du côté de la bourgeoisie, la crise se fait toujours ressentir au niveau du marché du bois. La situation est très préoccupante, et ne semble pas vouloir s'améliorer durant la prochaine année.

Nous budgétisons un déficit de l'exploitation forestière de CHF 8'360.00.

Toutefois, les charges de la bourgeoisie restent raisonnables par rapport aux produits. Ce qui donne un budget présentant un solde négatif certes, mais raisonnable, à savoir Fr. 8'360.00.

Nous ne pouvons qu'espérer que le marché du bois passe de très mauvais à moyen ce qui améliorera le compte forestier. Notre garde forestier quant à lui fait le maximum pour rendre le triage du Haut-Plateau le plus rentable possible vu les circonstances.

Le conseil communal vous invite à entrer en matière puis à accepter ce budget.

L'entrée en matière est acceptée. La caissière donne lecture du budget bourgeois 2017 qui se présente comme suit :

- aux dépenses y.c. compte forestier	Fr. 181'360.00
- aux recettes y.c. compte forestier	<u>Fr. 173'000.00</u>
- soit un excédent de dépenses de :	Fr. 8'360.00

Le compte forestier quant à lui présente des dépenses pour Fr. 67'000.00 et des recettes pour Fr. 38'650.00, soit un **déficit d'exploitation forestière de Fr. 28'350.00.**

Le président ouvre la discussion. La parole n'étant pas demandée, il passe au vote.

L'assemblée accepte à l'unanimité, sans avis contraire, le budget bourgeois 2017 qui présente un excédent de dépenses de Fr. 8'360.00.

7. Discuter et voter un transfert de terrain entre la Commune, propriétaire de la parcelle 191 du ban de Pleigne, et le propriétaire de la parcelle 192 du ban de Pleigne, M. Joss. Ainsi qu'un droit de passage pour ce dernier sur la parcelle 191 afin de garantir un accès à leur parcelle. Ceci dans le but de l'installation d'une station transformatrice de BKW.

Le président ouvre le débat d'entrée en matière.

Le maire rapporte sur ce point. Dans le cadre des travaux de mise sous terre de l'éclairage public, les BKW doivent installer une nouvelle station transformatrice qui doit être posée aux alentours du carrefour de la Vie-de-Delémont. Après discussion avec les propriétaires concernés, l'emplacement choisi se situe à côté de l'abri postal. Pour cela nous devons empiéter sur la propriété de M. Joss. CE dernier a été d'accord de procéder à un échange de terrain. Ainsi, il cèdera 18 m2 de terrain à la commune à l'arrière de l'abri postal contre 28 m2 à l'ouest de son jardin en bordure de route.

Gervais Marchand demande pourquoi elle n'est pas posée entièrement sur la commune sans avoir à échanger du terrain. Le maire lui répond que c'est pour une question de limite et d'esthétique.

La parole n'étant plus demandée, le président passe au vote.

A la majorité évidente, sans avis contraire et sans abstention, l'assemblée communale accepte un transfert de terrain entre la Commune, propriétaire de la parcelle 191 du ban de Pleigne, et le propriétaire de la parcelle 192 du ban de Pleigne, M. Joss. Ainsi qu'un droit de passage pour ce dernier sur la parcelle 191 afin de garantir un accès à leur parcelle. Ceci dans le but de l'installation d'une station transformatrice de BKW.

8. Divers

Le président ouvre la discussion

Au sujet du projet du Creux-sur-la-Reuse, Gervais Marchand relève qu'env. 85 % du montant devisé pour les travaux prévus a été trouvé, et que malheureusement les donateurs n'ont pas reçu de lettres de remerciements. Le maire répond que c'est prévu et que ce sera fait lorsque le permis aura été délivré.

Communications du maire :

- notre projet de grande fusion est abandonné, nos voisins ne sont pas intéressés et à part Bourrignon, rien ne sera plus entamé au cours de cette législature
- le projet de parc éolien sur Delémont et Bourrignon figure sur la fiche spéciale de l'aménagement du territoire avec un site sur le pâturage Sur-la-Croix, cette fiche n'a pas été validée mais les études sont faites, le Conseil communal reste vigilant
- suite aux nombreux cambriolages perpétrés ces derniers temps, la gendarmerie demande à la population d'être attentive
- il remercie l'assemblée et souhaite à toute la population de belles fêtes et une bonne et heureuse année 2017.

Michel Martinoli remercie les villageois qui ont décoré leur devanture avec des crèches.

La parole n'étant plus demandée, le président lève l'assemblée à 22.25h

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

Le président :

La secrétaire a.i. :

 Stéphane Brosy

 Myriam Joray